

de remarque de constater que notre dette publique durant l'exercice financier clos le 31 mars 1909, a augmenté de \$46,000,000. Les honorables ministres voudront-ils prendre en considération l'augmentation énorme de cette dette durant le dernier exercice financier, puis examiner ensuite les demandes faites par le pays au gouvernement pour l'exécution de grands travaux publics? Considéreront-ils aussi l'augmentation de la dette qui devra nécessairement résulter de l'achèvement des travaux que le Gouvernement a déjà entrepris et qu'il lui faudra entreprendre à l'avenir? J'ose affirmer qu'au cours du présent parlement la dette publique atteindra la somme de pas moins de cinq cents millions. Me sera-t-il permis d'indiquer quelques-uns des travaux publics que le Gouvernement a implicitement promis d'exécuter et qu'il fait maintenant miroiter aux yeux des électeurs? Il y a l'achèvement du chemin de fer National-Transcontinental que nous sommes naturellement tenus d'effectuer.

Nonobstant le fait que la dette a augmenté de \$46,000,000 au cours du dernier exercice financier, je constate que pas plus de \$25,000,000 de cette augmentation de la dette n'est allé au chemin de fer National-Transcontinental. Si l'on en excepte le pont de Québec, nous n'avons dépensé sur ce chemin que \$52,000,000. J'ose prédire qu'avant l'achèvement de cette entreprise, nous dépenserons encore au moins \$150,000,000. Hier, mon honorable ami de Middlesex, parlant de la nature gigantesque de l'entreprise et de la responsabilité financière qui nous incombe pour l'achever, a dit avec raison qu'il faudrait nécessairement qu'elle soit achevée par le Gouvernement, bien que cela puisse entraîner une dépense d'argent indéfini. Le Gouvernement a promis au peuple du Canada le canal de navires de la baie Georgienne, qui entraînera une dépense de cent millions de piastres.

L'honorable sir RICHARD CARTH-WRIGHT: Quand?

L'honorable M. LOUGHEED: Mon très honorable ami a parfaitement raison de demander quand. Je dirai que c'était immédiatement avant les dernières élections et que ce sera immédiatement avant les prochaines.

L'honorable sir RICHARD CARTH-WRIGHT: Prenez garde. Les prophètes sont en danger lorsqu'ils fixent des dates.

L'honorable M. LOUGHEED: Le parti de mon honorable ami a reçu l'appui très loyal de la partie nord du Canada aux dernières élections générales sur la foi de cette promesse. Cependant, je m'imagine que cette entreprise attendra jusqu'à immédiatement avant la prochaine élection générale, alors que je ne serais pas étonné de voir le Gouvernement s'engager à construire immédiatement le canal, ce qui, comme je l'ai déjà dit, nécessitera une dépense de cent millions de piastres. Durant la session actuelle on va nous imposer l'obligation de construire une marine canadienne et si elle doit être aussi forte pour devenir une unité importante dans la flotte impériale, organisée non seulement pour défendre nos propres rives, mais encore pour aider efficacement à la défense de l'Empire, je présume que les 20 millions de piastres dont la presse ministérielle a parlé comme étant la limite de la dépense en sera certainement le minimum, sans compter le coût de l'entretien. Puis, il y a encore une entreprise publique que l'on fait miroiter aux yeux des gens du Nord-Ouest, savoir, le chemin de fer de la baie d'Hudson. Ce chemin nécessitera probablement une autre somme de vingt millions; mais il y a si longtemps que l'on se sert de cette entreprise publique, avec un grand succès, pour assurer au parti libéral l'appui de la région de l'ouest, que le Gouvernement, je le suppose, ne commettra pas l'imprudence de commencer à construire cette voie avant les six ou douze mois qui précéderont immédiatement la prochaine élection générale. Je m'attends à voir alors un crédit demandé à cet effet.

Je remarque aussi que le ministre des Travaux publics nous a fait l'honneur d'une visite à travers les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, et que son attention avait été attirée sur nos magnifiques nappes d'eau septentrionales, il a suggéré aux habitants des collèges électoraux situés le long des bords de la rivière Saskatchewan que l'approfondissement et la canalisation de cette rivière depuis Edmonton jusqu'à Winnipeg, serait certainement une entreprise qui aurait les